Tilburg University

Les origines de l'appareil policier moderne en Europe de l'Ouest continentale

Fijnaut, C.J.C.F.

Published in:
Déviance et Société

Publication date:
1980

[Link to publication in Tilburg University Research Portal](#)

Citation for published version (APA):
Fijnaut, C. J. C. F. (1980). Les origines de l'appareil policier moderne en Europe de l'Ouest continentale. *Déviance et Société*, 4(1), 19-41.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

LES ORIGINES DE L'APPAREIL POLICIER MODERNE EN EUROPE DE L'OUEST CONTINENTALE

C. FIJNAUT *

I. Introduction

Pendant ces dernières années, des historiens et des sociologues ont manifesté un intérêt croissant pour l'histoire de la police. En ce qui concerne l'histoire de la police de l'Europe de l'Ouest continentale il est remarquable que les auteurs en question, en majorité des Américains et des Anglais d'ailleurs, étudient de préférence l'évolution de la police dans plusieurs pays pris en bloc et, pour ceci, se bornent généralement aux développements des 19^e et 20^e siècles. Il est pourtant nécessaire, pour une bonne compréhension de cette évolution, qu'on étudie également les origines de ce qu'on peut appeler l'appareil policier moderne. Au moyen de cette étude, on peut percevoir les caractéristiques fondamentales de cet appareil et une telle étude facilite aussi l'évaluation de son développement dans le passé et le présent. Cet article se veut une contribution à cette étude.

La matière de cet article est empruntée au troisième chapitre d'une étude sur l'histoire politique de l'appareil policier en Europe de l'Ouest, achevée l'année passée ¹. Cette étude a une histoire assez curieuse, que je veux esquisser ici en prévision de ce qui suit. En 1974, une recherche fut entreprise concernant l'organisation générale existante de la police belge et l'histoire politique de cette organisation. Bientôt pourtant, il se révélait que presque rien n'avait été publié sur l'histoire de cette police. Ainsi, directement, un des problèmes importants dans notre recherche devenait le problème : comment faire une histoire politique d'un appareil policier ? Pour résoudre ce problème les histoires les plus connues de la police dans les pays environnants furent analysées, — et ceci sous l'influence de la conception restreinte de paradigme dans le livre célèbre de Th. Kuhn sur la structure des révolutions scientifiques. Ces histoires pourraient fonctionner comme des exemples, et dans leur ensemble comme un modèle, à partir duquel on peut apprendre quand et pourquoi des appareils policiers furent réorganisés, ce que ces réorganisations renfermaient, quelles institutions et quels personnages peuvent y être impliqués etc. Dans les années 1974-1976 toutes sortes de sources publiées et écrites concernant l'histoire politique de la police belge

* Katholieke Universiteit te Leuven.

furent consultées en interaction avec ces études, et une image de cette histoire fut construite.

Dans le plan du rapport sur cette recherche, le premier chapitre fut réservé à une explication de ce qui, dans les histoires étrangères, fut appris pour la fabrication de l'histoire politique de la police belge. Cette histoire ne pourrait être justifiée que de cette manière. Ce plan finissait pourtant mal : l'élaboration détaillée du modèle des exemples différents arrivait au point mort. Ceci tient surtout au fait que ces exemples montrent de grands défauts. En ce qui concerne les "histoires policières" de l'appareil policier, c'est-à-dire les histoires qui furent écrites par des policiers (ce qui représente la majorité des cas), les problèmes suivants se posent entre autres dans ces publications : le développement de la police est traité d'une manière très juridique, l'organisation effective et le fonctionnement réel sont passés sous silence; ces histoires sont surtout orientées vers le développement de l'appareil policier lui-même et font abstraction de la connexion sociale de ce développement; on fait à peine usage de sources écrites et très peu de sources publiées comme des documents parlementaires et des journaux. Cependant des inconvénients importants sont aussi liés aux histoires traditionnelles politiques de l'appareil policier, écrites par des historiens professionnels, entre autres le fait qu'elles traitent principalement de la police sous des régimes politiques plus ou moins dictatoriaux ou dans des temps orageux, qu'elles consacrent beaucoup d'attention à l'action de la police mais font abstraction de l'organisation policière et qu'elles sont surtout orientées vers les parties de l'appareil policier qui, d'un point de vue politique, sautent aux yeux et négligent le reste. Ces problèmes me plaçaient au printemps 1977 devant le dilemme, ou renoncer à la fabrication d'un modèle valable, ou rassembler beaucoup plus de matériel sur l'histoire politique de la police dans les pays environnants et alors essayer de construire un nouveau modèle. J'optai pour la seconde possibilité avec la conséquence que, jusqu'au printemps 1978, autant de matériel empirique que possible sur l'histoire de la police allemande, de la police anglaise, de la police française et de la police hollandaise fut accumulé. Avec ce nouveau matériel, il pouvait être remédié dans une mesure importante aux problèmes mentionnés et un modèle valable de l'histoire politique de la police en Europe de l'Ouest pouvait être construit, qui est très utile à l'analyse et l'interprétation des données qui furent rassemblées sur l'histoire politique de la police belge. Ceci n'empêche pas l'existence d'un besoin croissant d'études historiques sur la police, qui soient fondées sur une recherche intensive des sources, qui traitent aussi bien de l'action que de l'organisation et qui examinent la connexion de celles-ci avec le développement général de notre société.

Pour le moment, nous devons encore nous contenter du matériel défectueux qui est à notre disposition.

En premier lieu, nous traiterons dans cet article de la modernisation de l'appareil policier français aux 17^e et 18^e siècles. Pour ce faire, l'attention sera dirigée surtout sur la réorganisation de la police de Paris et sur la réorganisation de la maréchaussée. Ces deux réorganisations incarnent non seulement la modernisation de la police française pendant cette période, mais, au 18^e siècle, les services en question étaient aussi les modèles d'après lesquels les polices des pays environnants furent réformées. Le développement de la police française pendant cette période et plus tard pendant le 19^e siècle sera pourtant laissé de côté dans cet article.

En deuxième lieu la formation de la *new police* à Londres et la prorogation de ce modèle de police dans toute l'Angleterre seront étudiées. Il peut paraître un peu étrange que cette histoire soit traitée dans cet article, surtout pour des lecteurs qui sont familiers des publications très connues de Ch. Reith et de T.A. Critchley sur l'évolution historique de la police anglaise². Ces auteurs posent en effet que l'histoire de l'appareil policier en Europe de l'Ouest continentale et l'histoire de la police anglaise sont deux choses tout à fait différentes, incomparables même. Si on étudie cependant l'évolution de ces deux appareils plus scrupuleusement que Ch. Reith et T.A. Critchley ne l'ont fait, des ressemblances importantes entre ces systèmes policiers et leur histoire frappent directement le chercheur, et il saute aux yeux que ces histoires sont entrelacées. Pour prouver la justesse de cette assertion il suffit de rappeler que, dans la période 1844-1854, l'organisation policière de Londres a été imitée dans plusieurs capitales d'Europe de l'Ouest continentale, entre autres Amsterdam, Paris et Berlin, et de là s'est propagée vers les villes moins importantes des pays concernés³. L'importation elle-même de cet appareil en Europe de l'Ouest continentale ne sera cependant pas non plus traitée.

II. La modernisation de l'appareil policier en France aux 17^e et 18^e siècles⁴

Avant d'étudier la modernisation elle-même de l'appareil policier il est important d'esquisser l'histoire de la police parisienne et de la maréchaussée, qui sont antérieures à cette modernisation. Ce n'est que de cette manière qu'il est possible de montrer clairement ce que cette modernisation a représenté.

II. 1. La provenance de la police moderne

A Paris, dès le 13^e siècle, les contours d'une police professionnelle deviennent visibles. Les éléments les plus importants de cette police

étaient le prévôt de Paris, un nombre variable de commissaires-examineurs assistés de sergents, le guet royal et le guet bourgeois. Au 16^e siècle le caractère professionnel de cet appareil est renforcé par François I^{er} et Henri III. Ils doublèrent le nombre de commissaires-examineurs et de leurs sergents, et ils décidèrent l'abolition du guet bourgeois.

A la fin du 16^e siècle cette organisation policière a été importée partiellement dans d'autres villes françaises. Par exemple l'édit d'Amboise (1572) déterminait que des députés spéciaux devaient être désignés pour assurer le respect des règlements de police, députés qui seraient aidés par des commissaires-examineurs. Il reste pourtant à savoir combien de mesures de ce genre ont été promulguées.

L'histoire de la maréchaussée dans ces siècles est plus connue. Elle commence vers le début du 13^e siècle, quand le maréchal est nommé commandant de l'armée et qu'il reçoit l'aide d'un prévôt (prevôt des maréchaux) pour le maintien de la loi pénale et de la discipline dans l'armée. Ce prévôt n'était pas seulement chargé de la recherche des infractions, mais il était également chargé de la justice (la justice prévôtale). Pour l'exercice de ses tâches le prévôt pouvait compter sur des sergents qui, divisés en de petites unités, serraient de près les corps d'armée. Originellement la maréchaussée était donc une police militaire, centralisée et mobile.

A la fin du 15^e siècle et au début du 16^e siècle des changements importants eurent lieu dans cette organisation, qui amenaient et une expansion civile de cette police et sa pénétration dans la société :

1) Il faut en premier lieu remarquer qu'à partir de 1474 le prévôt des maréchaux recevait parfois la permission de se désigner un remplaçant dans l'une ou l'autre province (lieutenant de prévôt). Sous le régime de Louis XII, cette pratique était pourtant si générale que dans presque toutes les provinces un lieutenant exerçait les fonctions de prévôt et avait même pris son titre. Par ceci, la maréchaussée perdait dans une mesure importante son caractère mobile. Elle devenait la maréchaussée provinciale, qui était continuellement présente sur tout le territoire. Cette maréchaussée provinciale ne peut plus être considérée comme une institution uniforme et hiérarchique. Elle était plutôt un rassemblement de petits corps régionaux assez autonomes.

2) Le deuxième changement important fut introduit par François I^{er} (1515-1547). Il étendit la juridiction des prévôts provinciaux à des citoyens comme des vagabonds et des maraudeurs, ce qui entraînait des attributions concernant l'entrée dans des maisons et l'exercice de la violence.

3) Ces deux changements s'expriment dans un troisième changement, à savoir le nombre croissant des unités centrales de la maréchaussée. En

1422 déjà, la Prévôté de l'Hotel avait été créée, destinée à la protection du roi. Lors de cette période une unité spéciale fut créée, entre autres tâches, pour l'exercice des services de surveillance auprès du haut commandement (la Prévôté Générale de la Connétablie et Maréchaussée de France).

II. 2. La situation de l'appareil policier pendant la première moitié du 17^e siècle

L'appareil policier fut mis à l'épreuve, notamment pendant la première moitié du 17^e siècle.

Pour ce qui est de la politique intérieure, cette période était en général marquée par des conflits graves entre l'autorité centrale, les notables locaux et le peuple au sujet de la politique fiscale⁵. Ces conflits aboutissaient régulièrement à des troubles et à la rébellion contre le roi. Et il se révélait que la police dans les provinces et dans les villes n'était pas capable de maîtriser ces problèmes.

Déjà vers 1600, on avait essayé de transformer la maréchaussée en une police plus centrale et plus vigoureuse. Ainsi des mesures pour unifier l'organisation interne de tous les corps, dont l'effectif global se montait à ce moment-là à plus ou moins 1800 hommes, avaient été décrétées. Cependant ces mesures n'eurent pas de succès.

Lorsque, en 1630, après de longues années de désordres dans plusieurs villes, de grands troubles éclatèrent, l'armée ne pouvant être mise en ligne à cause de la guerre de trente ans, l'autorité centrale dut à nouveau faire appel à la maréchaussée provinciale, sa première ligne de défense à l'intérieur. En 1631, l'effectif était accru de plus de 300 hommes. La même année, la maréchaussée recevait la qualité de guet royal et était officiellement envoyée dans les villes pour combattre les troubles. Cette dernière mesure était une décision énergique, car jusqu'alors la maréchaussée était toujours repoussée hors des villes : son champ de travail était les campagnes. En 1633 pourtant cette mesure était déjà annulée. Les raisons de ce changement ne sont pas claires.

Quoi qu'il en soit, en dehors des villes, dans ces temps turbulents, la maréchaussée ne donnait pas du tout satisfaction aux yeux des autorités centrales et à leurs représentants les plus importants, les intendants. Régulièrement, cette maréchaussée n'était pas suffisamment forte pour pouvoir faire face aux troubles. En outre, à des moments critiques, elle refusait assez souvent tout simplement de combattre les troubles. La peur de la révolte jouait un rôle dans cette conduite, mais les liaisons entre cette troupe et la population révoltée, en jouait certainement un aussi. Ces difficultés obligeaient tout de même les autorités à faire appel à l'armée pour maintenir l'ordre public, bien que, en général, ils y répugnaient. Les militaires agissaient ordinairement d'une manière tout

à fait militaire. Cependant on connaît aussi des cas dans lesquels l'armée opérait d'une manière plus ou moins policière, entre autres par la division des hommes en petites unités qui parcouraient les paroisses dans les régions séditeuses.

Pour les hommes du pouvoir, il y avait deux alternatives à la mise en action d'une maréchaussée provinciale, infime, passive et douteuse, et à l'appel à l'armée, à savoir : a) l'embrayage des compagnies centrales de la maréchaussée, et b) l'organisation d'unités militaires spécialisées. Faisait-on parfois usage de la Prévôté de l'Ile-de-France, ordinairement c'était la Prévôté de l'Hôtel, représentante policière du roi lui-même, qui était appelée pour le maintien de l'ordre dans les provinces. Et, à notre avis, il n'est pas trop recherché de voir dans cette évolution de la Prévôté de l'Hôtel un indice prémonitoire de la nouvelle maréchaussée de 1720. En ce qui concerne la formation des unités militaires spécialisées, il peut suffire ici de mentionner que des intendants procédaient à la création de propres unités de fusiliers et de cavaliers pour maintenir l'ordre public dans leur région.

Si on considère ce qui précède il est en vérité très vraisemblable que, dans les villes, l'Etat était très dépendant des gardes bourgeoises pour le maintien de l'ordre, comme le prétend Porchnev. Mais d'autres informations disponibles indiquent qu'en général ces gardes se comportaient d'une manière assez ambiguë dans des temps de troubles ⁶. Et les autorités centrales ne pouvaient pas non plus s'appuyer sur l'appareil policier professionnel des villes. Le grand changement dans l'organisation de la police municipale à la fin du 16^e siècle, la création des commissions ou chambres de police n'avait pas mené à une extension de la capacité de maîtriser le peuple en recourant à la violence collective. Le pouvoir central devait donc, dans les villes aussi, continuer à faire usage de l'armée pour le maintien de l'ordre.

II. 3. La réorganisation de la police à Paris et dans d'autres villes

La réorganisation de la police a été prise en main avec vigueur pour la première fois à Paris dans les années 1660-1670. Cette réorganisation faisait partie du rétablissement énergique de la monarchie absolue après les insurrections de la Fronde. Louis XIV ne tolérait absolument plus les perturbations de l'ordre public, nulle part dans le pays et certainement pas à Paris, le centre politique de son royaume. Il créa en 1666 une commission sous la présidence du chancelier Séguier pour préparer cette réorganisation. Les délibérations de cette commission menèrent à un nombre de résolutions importantes :

- 1) En premier, nous pouvons mentionner la nomination d'un lieutenant de police (édit du 15.3.1667). La tâche de ce fonctionnaire était surtout d'informer le roi de la situation et de l'évolution politique dans

le royaume. Aussi, il devait être une personne dont la loyauté fût inébranlable. Louis XIV ne disposait pas d'un tel serviteur : il dut le créer. Ceci se fit par la division en deux parties des fonctions du lieutenant-civil. D'une part on laissait au lieutenant-civil ses compétences judiciaires, d'autre part ses attributions policières furent réunies dans l'office de lieutenant de police. Cette division était l'étape décisive vers la séparation de la justice et de la police qui continuera jusqu'à nos jours. La police n'était plus une annexe du judiciaire mais devenait un appareil indépendant.

2) Le deuxième changement important était l'accroissement de l'autorité du pouvoir central sur la police locale. D'une part, ce changement s'effectua par la rupture des liens étroits entre la police et les autorités locales. Le lieutenant de police recevait le pouvoir de promulguer des arrêtés de police sans aucun contrôle du Parlement de Paris. La subordination du lieutenant au prévôt de Paris était seulement apparente. D'autre part, la centralisation de la police parisienne était aussi renforcée par le fait de placer les commissaires-examineurs, les sergents et le guet sous le commandement de La Reynie, premier lieutenant de police, et par la création d'une compagnie spéciale de 120 hommes pour le maintien de l'ordre public.

3) Ce renforcement de l'appareil policier rendait possible un troisième changement important, à savoir l'introduction manifeste de la prévention dans les attributions de l'action policière. La présence de la police dans la rue était raffinée entre autres par la suppression des postes stationnaires du guet et par la mise en activité de ce corps d'une manière tout à fait mobile. La Reynie obligea aussi les membres du guet à rapporter en détail tout ce qu'ils faisaient et apprenaient. Les commissaires étaient obligés de visiter régulièrement les citoyens et toutes les places plus ou moins suspectes pour y prendre des informations. En outre La Reynie commença à faire usage des espions d'une manière systématique. L'introduction du principe de prévention s'alliait donc à l'introduction du principe de l'information.

Sous d'Argenson, qui, en 1697, succéda à La Reynie, ce dernier principe était le fondement de la réorganisation subséquente de la police parisienne. D'Argenson est "l'architecte de la police secrète" en France, le premier précurseur véritable de Fouché. Il fit prospérer le rassemblement de l'information politique ainsi que celui de l'information criminelle. Son rôle s'exprime très bien dans le fait qu'il nomma 40 inspecteurs de police. Ceux-ci devinrent les informateurs par excellence du lieutenant-général de police. Leur tâche était surtout de recueillir des informations sur la vie privée des membres de l'aristocratie et de la bourgeoisie, sur l'opinion de la population concernant le régime politique, sur les rumeurs qui couraient dans la ville. Pour une bonne

exécution de cette tâche les inspecteurs disposaient d'un réseau d'espions et d'indicateurs. Ce système de police politique et secrète s'étendit peu à peu à toute la France et plus tard à toute l'Europe, à la recherche de ceux qui troublaient ou menaçaient l'ordre établi. Ainsi la police parisienne devint de plus en plus un appareil national et, parallèlement à cette évolution, le lieutenant-général de police obtint une position de plus en plus semblable à celle d'un ministre de police.

En ce qui concerne la police urbaine dans les provinces on peut en premier lieu attirer l'attention sur l'Edit du 15 mars 1667, qui stipulait que Paris devait servir d'exemple aux autres villes du pays. Cependant, pour autant qu'il soit connu, aucune ville n'adoptait l'organisation de la police parisienne. En octobre 1699, il était prescrit qu'à cause de l'avantage que les citoyens de Paris tiraient de l'office de lieutenant-général de police, le roi avait décidé que cet office devait aussi être institué dans d'autres villes. En novembre 1699, cette mesure fut complétée par l'institution de commissaires de police (c'est la première fois qu'on fait officiellement usage de ce terme !) *oculi magistratuum* selon Delamare, dans les villes où un lieutenant-général de police était nommé. Cependant ces mesures paraissent avoir eu surtout pour but de regarnir le trésor royal. En tout cas ce n'est que dans quelques petites villes et dans deux grandes villes (Orléans et Rouen) que l'office de lieutenant-général de police fut institué. L'échec de cette réforme est peut-être une des raisons importantes de la nationalisation de la police parisienne sous René d'Argenson.

II. 4. La réorganisation de la maréchaussée

Le début de la dégénérescence de la monarchie absolue de Louis XIV en "une monarchie policière et militaire" peut être situé en 1681⁷. L'occupation de quelques villes d'Alsace cette année-là inaugurerait une période de trente-quatre années de guerre continue. Pour le financement de cette guerre on procéda d'une part à la vente d'offices sur une grande échelle et d'autre part à un prélèvement d'impôts de plus en plus pesants. Une des conséquences de cette politique fut la misère générale et durable du petit peuple. Ce peuple protestait continuellement contre sa situation par des troubles de toute sorte. Un esprit de révolte s'empara quelquefois de tout le pays.

Il semble que, durant cette période, l'autorité s'appuyait encore surtout sur l'armée pour la répression des désordres. A la fin du 17^e siècle quelques nouvelles mesures furent prises pour rendre la maréchaussée plus apte à combattre des troubles, par exemple par l'abolition des petits corps de maréchaussée, mais l'effet de ces mesures ne peut pas être considéré comme suffisant. La nécessité d'une réorganisation radicale s'imposait de plus en plus.

Cette réorganisation eut lieu en 1720. Son contenu était le suivant :

1) Toutes les maréchaussées étaient supprimées. A leur place une nouvelle compagnie de maréchaussée était créée par province. Le caractère énergique de cette mesure peut être illustré à l'aide des changements qui eurent lieu dans la maréchaussée des provinces du Languedoc, de Touraine et du Poitou. Là, le nombre d'officiers, qui se répartissait sur environ 80 maréchaussées, fut réduit de 487 à 52, partagés en 3 compagnies.

2) Ces compagnies provinciales étaient divisées en brigades formées de 5 hommes, au total 560 brigades.

3) L'effectif des compagnies, la distribution des brigades et la hiérarchie étaient fixés par l'autorité centrale. Les prévôts-généraux obtenaient de larges compétences disciplinaires et opérationnelles.

4) Les compagnies centrales comme la Prévôté de l'Hôtel étaient conservées. De nouveau, il fut décidé que la maréchaussée ferait partie de la gendarmerie.

5) L'autorité sur cette nouvelle maréchaussée était mal réglée. Formellement elle restait subordonnée aux maréchaux de France mais en fait depuis longtemps déjà une grande partie du pouvoir de ceux-ci était peu à peu passé au département de la guerre. Les prétentions des autorités civiles et des autorités judiciaires à exercer le pouvoir sur l'action de la maréchaussée, n'étaient pas arrangées péremptoirement.

Ceci constituait une réorganisation radicale, en tout cas sur le papier. La maréchaussée provinciale était refondue en un corps de police assez centralisé. Le système de brigades facilitait le maintien de tout le pays sous un contrôle policier permanent. L'introduction d'une hiérarchie uniforme et la division en grandes compagnies accordaient au nouveau corps une grande mobilité. Grâce à cette organisation, la nouvelle maréchaussée était mieux préparée à la répression de troubles étendus et durables que l'ancienne maréchaussée provinciale. En fin de compte, il doit être remarqué que le système des brigades amenait un changement important dans la position des membres de cette maréchaussée. Ils ne faisaient maintenant plus partie de la suite d'un juge ambulant, mais ils obtenaient la responsabilité de l'exécution des tâches policières dans une certaine région. Le système des brigades transformait les soldats de la maréchaussée en fonctionnaires de police.

Quel était le but de cette réorganisation énergique ? Ceci n'est pas si clair, mais nous oserions néanmoins prétendre que l'autorité centrale voulait disposer de sa propre arme policière pour pouvoir battre l'opposition intérieure au régime. La nature des changements en 1720 montre à notre avis ceci de manière très claire : des causes importantes de

l'échec de la maréchaussée provinciale dans le maintien de l'ordre étaient éliminées. De plus, on doit constater qu'un tel renouvellement s'ajustait parfaitement aux problèmes de la période dans laquelle il avait lieu : le règne de Louis XIV s'achevait en 1775 au milieu de grands troubles. En fin de compte on ne peut pas perdre de vue le fait que jusqu'alors les moments importants d'expansion de la maréchaussée étaient toujours liés avec le problème du maintien de l'ordre établi.

II. 5. Le développement de la police française moderne pendant le 18^e siècle

Durant ce siècle, la police parisienne fut agrandie sur les mêmes points que ceux qui étaient au centre de la réorganisation des années 1660 :

1) En premier lieu on peut relever que cette police se logeait d'une manière encore plus vaste et intrusive dans la société parisienne. Ceci était surtout attesté par l'agrandissement des services propres au lieutenant-général de police et par une division territoriale du travail et une division fonctionnelle entre les commissaires et inspecteurs de police. Ces officiers ne formaient cependant que le sommet officiel de l'iceberg policier dans le Paris du 18^e siècle. Ils traînaient en effet un réseau colossal d'indicateurs. Pour toute la France leur nombre est estimé à 10.000, pour Paris seul, à 3.000. En 1753, 1 million de livres était payé à ces derniers. A l'aide de ce réseau, la police pouvait pénétrer profondément les mondes politiques et criminels. Le ganglion de tout ce système d'information était les registres de police.

2) En deuxième lieu, c'est la réorganisation du guet qui attire l'attention. Pendant le 18^e siècle, le guet royal traditionnel était devenu à cause de la vénalité une bande qui s'occupait en grande partie seulement du transport des prisonniers. Ce dépérissement fut utile à la compagnie montée que Colbert avait créée en 1666 : elle s'était développée en nouveau guet, qui s'appelait maintenant la garde de Paris. En 1760 elle se composait de 412 soldats à pied et de 160 cavaliers, et dans les années 1670-1680, cet effectif passa à 950 hommes.

Par l'organisation de son action en mécanisme de blocage et par un système détaillé de communication, toute la ville était continuellement soumise à une stricte surveillance policière : "Ce mouvement continu de la garde fait le plus grand effet et le meilleur (...), il semble qu'ils remplissent tout Paris".

On sait très peu sur le développement de l'appareil policier dans d'autres villes. Ce que les rares informations suggèrent c'est que le dépérissement de l'appareil traditionnel ne conduisit pas à l'introduction de la police parisienne. Ce qui se passait probablement était que, pour l'exécution du travail policier quotidien, les gardes bourgeoises

étaient lentement remplacées par des gardes professionnelles. A Aix-en-Provence, par exemple, où la plupart des bourgeois refusait de participer à "la patrouille nocturne", on nomma en 1715 6 (et plus tard 12) gardes de police en uniforme et armés. Quand, dans les années 1780-1790, la misère et la criminalité augmentèrent, on repensa ici une réorganisation complète de la police. Jusqu'à la révolution cependant, on en resta à des projets ⁸.

Et quelle est l'évolution de la maréchaussée depuis 1720 ?

A ce qu'il paraît, la réorganisation de cette année-là n'eut pas le résultat qu'on en eût pu attendre. L'autorité mal réglée sur le corps était la source de nombreuses difficultés. Dans bien des provinces la densité des brigades était trop faible pour pouvoir exécuter bon nombre de tâches. Des problèmes se manifestèrent aussi dans l'inspection centrale et dans l'administration interne. Le tout entraîna qu'entre 1756 et 1778, toute une série de mesures furent prises en vue d'améliorer l'organisation de 1720 : l'augmentation de l'effectif (qui passa à 200 brigades), la révision de l'inspection, une détermination plus exacte des relations entre la maréchaussée et les intendants, les gouverneurs et les commandants militaires. Cependant, à ce qu'il paraît, ces mesures n'eurent pas beaucoup de succès. En 1778 on essaya encore une fois de poursuivre la révision souhaitée par deux sortes de mesures. D'une part on prit des mesures pour renforcer le caractère militaire du corps. On s'efforçait ainsi d'adapter son organisation autant que possible à l'organisation des autres corps d'armée. D'autre part, l'autorité sur la maréchaussée des instances civiles et judiciaires fut accrue et mieux réglée. Par cette réglementation l'indépendance de la maréchaussée fut réduite et l'influence des maréchaux de France sur ce corps fortement anéantie.

On peut alors considérer cette réglementation comme la consolidation définitive de la maréchaussée en tant qu'appareil de police militaire dans la société civile. Fondamentalement réorganisée en 1720 à partir de son rôle de police, la maréchaussée était définitivement mise à la disposition des autorités qui jouaient un très grand rôle dans la société civile. Cette consolidation policière de la maréchaussée s'inscrivait dans le prolongement de son expansion civile des 16^e et 17^e siècles. Il constituait un fragment significatif de cette évolution où la maréchaussée perdait de plus en plus de son importance comme juridiction. A la Révolution, elle ne fonctionnait plus qu'à peine comme telle !

III. La modernisation de l'appareil policier en Angleterre pendant le 19^e siècle ⁹

Comme dans le cas de l'histoire de la police française, il est ici d'une grande importance d'esquisser l'histoire de la police anglaise avant

la modernisation de la police de Londres en 1829. C'est seulement de cette manière qu'il est possible de souligner le contenu de cette modernisation.

III. 1. Le développement de l'appareil policier anglais à la fin du 18^e siècle et au début du 19^e siècle

Depuis des siècles, l'appareil policier anglais était fondé sur le devoir civique. Les citoyens étaient à tour de rôle obligés à l'exécution régulière du service de police comme *parish constable*. Dans les villes, les citoyens formaient des gardes bourgeoises, qui étaient surtout sur le qui-vive pendant la nuit. Sous la pression de la révolution industrielle naissante, ce système s'écroula. La bourgeoisie commença à refuser d'effectuer des services de police et se laissa de plus en plus remplacer par des miséreux. Dans les centres industriels, le prolétariat naissant ne s'intéressait pas non plus à ce devoir civique. Et l'introduction des gardes professionnelles dans la deuxième partie du 18^e siècle ne put combattre ce déclin. Ces gardes étaient mal organisées et formées de miséreux. En tout cas elles étaient incapables de réprimer des désordres et des troubles.

Pour cette raison les autorités procédèrent à une certaine organisation policière de l'armée par l'érection successive de quarante casernes "as centres from which to subdue a turbulent population". Mais elles encouragèrent aussi la formation de gardes bourgeoises volontaires, recrutées dans les classes moyennes et supérieures, lorsque dans la deuxième partie du 18^e siècle le nombre des troubles augmenta encore plus que dans la première partie. Cependant ces gardes ne furent pas un succès. Leur action présupposait toujours la présence de l'armée pour le cas où... Et elles n'étaient pas capables de maintenir l'ordre public à longue échéance. Un argument important contre cette garde était aussi que la mise en action armée des classes aisées envers les masses déprimées rendrait plus aigu le conflit qui les opposait. Pour ces raisons, et certainement aussi par opposition à la répression militaire des troubles populaires, la bourgeoisie commençait à exiger la formation d'un appareil policier professionnel.

Dans les premières décades du 19^e siècle son introduction fut notamment accélérée par les troubles nommés "troubles luddiques" (du nom de l'un des instigateurs, qui s'appelait Ned Ludlam), qui eurent lieu pendant les années 1811-1817 à la suite de la crise industrielle et des mauvaises récoltes entre 1809 et 1812. La plus grande partie des désordres eurent lieu dans les Midlands en 1811-1812, suivi par de plus petits remous en 1812-1813, 1814 et 1816. Le noyau dur et bien organisé de ces troubles consistait en des bandes qui, à l'aveuglette,

soutenues par la population locale, détruisaient vite et entièrement l'équipement d'usines définies.

Les autorités considéraient cette marée montante de violence comme la manifestation d'une aspiration à des réformes politiques et même d'un effort vers la révolution. Cependant les travailleurs eux-mêmes ne visaient pas du tout une révolution, ce qui n'empêche qu'une grande partie des troubles était directement orientée contre la politique du gouvernement et avait évidemment un caractère politique.

Pour freiner l'agitation générale et surtout pour empêcher les attentats contre les usines, les autorités ne pouvaient pas du tout compter sur les *parish constables*. La *Yeomanry*, la garde bourgeoise montée, ne voulait pas non plus de ces problèmes. Et les autorités hésitaient à appeler la milice, parce qu'elles craignaient d'organiser par là le peuple séditieux et de l'armer encore. Le plus efficace pour le combat était la mise en action combinée de troupes montées et d'espions. Les troupes furent divisées en petits détachements sur tout le territoire, de manière à pouvoir réagir vite à des signes d'alarme. Cette action était complétée de, et reposait sur, la recherche d'une petite armée d'espions. Leur tâche était surtout l'infiltration dans le mouvement populaire afin que les actions fussent connues à temps, et que des unités militaires pussent être présentes à temps à la bonne place pour prévenir ou vaincre les troubles.

Cependant, tout le monde n'était pas heureux de cette tactique. Des politiciens contestaient sur des bases juridiques l'usage à grande échelle de l'armée pour le maintien de l'ordre. Des généraux s'opposaient à la mise en activité policière de l'armée, parce qu'ils craignaient entre autres pour la discipline et la loyauté des corps. L'usage des espions se heurtait à des résistances juridiques et politiques. Tout de même, on ne procédait pas à la création de corps de police dans les Midlands.

Qu'une réforme de la police devenait néanmoins inévitable, c'est ce que démontre trop évidemment le *Peterloo Massacre* à Manchester en 1819 : dans une confrontation entre le peuple, enflammé par des groupements politiques radicaux, et la *Yeomanry*, soutenue par l'armée, 11 personnes perdaient la vie et 400 hommes furent blessés. Ce véritable affrontement de classes convainquit les classes aisées de la nécessité d'une certaine réforme politique et d'une réorganisation énergétique de l'appareil policier.

III. 2. La réorganisation de la police à Londres

Le premier projet de création d'une police professionnelle à Londres date de la fin des années 1740 et fut formulé par le célèbre magistrat et homme de lettres Henry Fielding. Ce projet était exacte-

ment la réponse aux troubles graves de 1745. Fielding ne concluait cependant qu'à la nomination d'une petite poignée de chasseurs de primes qui plus tard se firent connaître sous le nom de *Bow Street Runners*. On ne peut déduire de la nomination de ces policiers que des problèmes de la criminalité pouvaient inciter les autorités à des changements importants de l'appareil policier. Pas du tout. Par exemple, les avis pour une profonde amélioration de la police à Londres, qui entre 1750 et 1773 furent donnés par 3 commissions pour la réforme du droit pénal, ne provoquèrent aucun intérêt public et politique.

Seulement, les troubles extrêmement violents qui éclatèrent en juin 1780, les *Gordon Riots*, pouvaient vaincre l'apathie sur la question policière. Pendant plus de trois années eut lieu un débat ardent sur les possibilités d'empêcher de tels troubles. On désapprouvait la mise en action de l'armée surtout sur des bases constitutionnelles : elle était contraire à la liberté du citoyen anglais. Quoique l'appareil policier existant eût complètement failli, l'introduction d'une police semblable à celle de Paris était impensable. On recherchait surtout une solution dans le sens d'une application systématique du principe d'auto-protection : la création et l'extension des gardes bourgeoises, plus ou moins militairement organisées. En 1785, William Pitt insufflait la vie à cette discussion avec la proposition de créer une force de police pour tout Londres. Cependant ce projet se heurta à la résistance des autorités civiles de la *City of London* et à celle des juges de paix dans toute la métropole. C'est ainsi qu'en 1778, à l'instigation de Patrick Colquhoun, des marchands du port de Londres créaient le *Marine Police Establishment* pour empêcher les vols. Ainsi le premier service de police bien organisé à Londres était une entreprise privée !

Les meurtres de Rathcliff Highway (1811) et les désordres de disette (1815-1817), qui attiraient de nouveau l'attention sur la question policière, ne purent pas non plus provoquer une réorganisation de l'appareil. Le gouvernement et l'opposition ne pouvaient toujours pas tomber d'accord sur une réorganisation, surtout parce qu'une réorganisation amènerait irrévocablement des changements dans l'organisation administrative de la métropole.

Cependant, les désordres qui, depuis 1826, avaient lieu dans toute l'Angleterre et aussi à Londres et qui produisaient même une crise d'autorité chez les classes supérieures, si redoutée par Peel, faisaient que l'appel à une police effective devenait de plus en plus pressant. En réponse à cet appel, Peel dressa en 1829 un projet d'organisation de police qui ressemblait beaucoup au projet de Pitt de 1785 et qui reprenait aussi les idées de Patrick Colquhoun : une force de police pour la métropole, la *metropolitan police force*, avec une séparation des compétences policières, judiciaires et politiques locales, c'est-à-dire, une

force de police sous l'autorité du pouvoir central. Peel contournait cependant l'obstacle le plus important à des projets antérieurs par l'exclusion de la *City of London* de son projet ! Que ce projet pouvait compter sur le soutien des partis politiques, les *Tories* et les *Whigs*, apparut du fait qu'il fut accepté par le Parlement sans un mot de critique !

Cette *new police* différait immensément de l'appareil policier traditionnel. Il n'y avait plus une division en un grand nombre de services rivaux, mais une seule force sous l'autorité du pouvoir central. L'organisation interne était quasi militaire. Par la répartition des 3.000 hommes en divisions, sous-divisions et sections, et par le service permanent, cette *new police* s'adapta partout dans la ville à la vie publique quotidienne et ses tribulations. Une telle organisation, dans laquelle la discipline fut sévèrement maintenue, permit de rassembler dans le plus bref délai assez d'hommes pour pouvoir maîtriser la violence et la protestation collectives; la réserve mobile de 116 hommes rendait possible des interventions directes et vigoureuses. Et la *new police* était de même capable de rassembler vite et efficacement toutes sortes d'informations sur un grand territoire, de les traiter et de les redistribuer. Pour être au courant de l'activité des groupements politiques "radicaux", des policiers assistaient à leurs réunions. La clef de voûte de la nouvelle organisation était une sélection plus ou moins sévère des candidats.

Si on reconsidère cette esquisse de l'organisation de la *metropolitan police force*, on ne peut pas échapper à l'idée qu'elle incarne pour ainsi dire la formule du succès de l'action des autorités contre les "troubles luddiques" : l'usage étendu et mobile de l'armée en combinaison avec un réseau d'espions, mais ici sur une base permanente. Cette organisation était parfaitement utilisable pour la lutte contre la criminalité et les tâches d'assistance, mais ces deux fonctions n'avaient pas été prioritaires dans la constitution de ce corps. A cette optique répond aussi la résistance violente de larges fractions de la population londonienne, notamment de la classe laborieuse et des groupements qui poursuivaient la démocratisation de la vie politique, contre la *new police* du Peel.

III. 3. L'expansion de la new police en Angleterre

L'explication traditionnelle de la propagation de la *new police* se joint à l'explication qui était ordinairement et est encore donnée de la création de la *metropolitan police force*. L'action de la *new police* londonienne aurait été si efficace que la pègre déménagea vers des autres villes. Ceci aurait amené qu'une force de police semblable à celle de Londres fut introduite aussi dans ces villes. En conséquence, les

criminels déménagèrent vers la campagne. Alors il serait devenu nécessaire d'y créer aussi la *new police*. Quoique l'introduction des nouveaux corps de police semble avoir eu pour conséquence une certaine migration de la pègre vers des communes où il n'y avait pas encore de police moderne, il est tout simplement faux de prétendre qu'une telle migration ait produit l'extension de la *new police* en Angleterre¹⁰. La répression des troubles avait de beaucoup la plus grande part dans ceci, — des troubles qui avaient lieu autour des tentatives du mouvement ouvrier et du chartisme pour former des organisations nationales. Ce contexte politique influençait d'ailleurs fortement l'organisation de ces troubles : unité d'action dans des grandes régions, stratégies à longue échéance, renonciation à l'usage de la violence. Le tout était angoissant pour le gouvernement et les classes moyennes et supérieures. Les deux craignaient qu'une révolution nationale ne se préparât, surtout en 1842, lorsque dans tout le pays des grèves éclatèrent en masse.

Déjà dans les années 1831-1835, sous la pression des troubles visant à des réformes politiques et au soulagement de la misère, des mesures légales furent prises pour créer un appareil policier urbain résistant à des désordres, mesures qui étaient inspirées par l'organisation de la *metropolitan police force*. Cette réforme n'était cependant pas du tout aussi énergique que celle de Londres. Par exemple, les villes n'étaient pas obligées d'organiser une force de police et l'autorité sur la police restait aux mains des autorités locales. Ceci transparaît aussi du fait qu'en 1836, une commission gouvernementale fut instaurée pour étudier les problèmes de la police à la campagne. Cette commission se heurtait à nombre de problèmes, concernant l'action contre la criminalité, le maintien de l'ordre public, les relations entre les autorités et les policiers... Et partant de la même considération que Pitt, Colquhoun et Peel, à savoir que ces problèmes ne pouvaient être résolus que si les liens traditionnels entre police et politique locale étaient rompus, la commission proposait dans son rapport de former une force de police pour toute la campagne. Ce projet n'avait cependant aucune chance à cause de la résistance des autorités locales. Le rapport disparut de la circulation : des préoccupations policières ne méritaient pas du tout des intérêts politiques. Provisoirement on devait se tirer d'affaires à l'aide du système de police traditionnel.

Lorsque, à la fin des années trente, le mouvement ouvrier se développa cependant assez subitement, devint assez "radical" sous le drapeau du chartisme, et se mit à menacer les rapports politiques existant avec des grèves et des manifestations, les partis politiques et les autorités s'intéressèrent à une réforme énergique de l'appareil policier. Ce furent à nouveau les *Whigs* qui déposèrent le 24 juillet 1839, un projet de *county police bill*. Pour des raisons électorales quelques *Tories*

étaient opposés à ce projet. Ceci amena cependant les *Whigs* à un traitement prudent de l'organisation de la *new police* dans les comtés : l'introduction d'un corps de police n'était pas obligatoire et les compétences du pouvoir central, quoique plus grandes que dans les cas de corps de police urbains, étaient assez restreintes. Néanmoins, presque tous les comtés, dans lesquels il y avait des problèmes avec le maintien de l'ordre, créaient encore la même année un corps de police, fondé sur l'organisation de la *metropolitan police force*. Simultanément, peu à peu, des comtés et des communes, qui n'étaient pas aux prises avec des désordres, procédaient à la création de tels corps.

Le résultat était que, dès le début des années 1850, la *new police* s'était étendue à la plupart des comtés et villes du pays. Parallèlement à ce développement, l'armée, la milice, les gardes bourgeoises et la *Yeomanry* se retiraient graduellement du maintien de l'ordre actif et commençaient à fonctionner comme une réserve de la police régulière. La *new police* en effet apparaissait une réponse (plus) adéquate aux perturbations violentes de l'ordre public. Par sa connaissance de la population, sa forme indulgente d'appliquer la violence, et par les techniques auxquelles elle faisait appel, elle réussissait à faire passer la protestation et la résistance collective d'une manière plus paisible que jamais.

L'expansion de la *new police* fut en fin de compte entérinée par le *county and borough police Act* de 1856, dont la phase politique ne fut d'ailleurs pas une mince affaire : il fallut une commission parlementaire et trois projets de loi en trois ans ! Cette loi obligeait tous les comtés à créer une force de police moderne. Des *inspectors of constabulary* furent nommés pour contrôler l'efficacité des forces de police. Si leur évaluation d'une force de police était positive, la commune ou le comté concerné(e) pouvait prétendre à une subvention de l'Etat pour son entretien. Un nouvel équilibre était donc établi entre le pouvoir central et les autorités locales. En quelques années, l'effectif de la police anglaise passa de 7.400 à 13.000 hommes.

IV. Commentaire

Dans ce commentaire, nous traiterons seulement quelques caractéristiques générales de l'appareil policier moderne sur les plans opérationnel, organisationnel et politique, et l'explication générale de ses origines. Les différences entre les origines de la police anglaise et de la police française, ainsi que les relations des origines de ces polices avec l'histoire de l'Etat policier moderne doivent être négligées.

IV. 1. Quelques caractéristiques générales de l'appareil policier moderne

On peut résumer la nouveauté de la police moderne de la manière suivante : l'apparition des corps de police professionnels, c'est-à-dire de grandes unités d'hommes hiérarchisées et disciplinées qui sous la direction d'un seul chef sont exclusivement mises en activité pour surveiller activement et continuellement tout le territoire soumis à la juridiction de leurs autorités politiques, et qui, pour ceci, ont la tâche spéciale de rassembler de l'information sur tout ce qui touche à l'ordre public et qui, le cas échéant, peuvent être concentrées pour maîtriser des désordres collectifs. Ces corps de police constituent un appareil policier morcelé, conflictuel, assez privé et peu nombreux. Et en second lieu, ils supplantent d'une part l'armée et d'autre part les gardes bourgeoises sur le plan du maintien de l'ordre. D'un point de vue linguistique, ce bouleversement structurel s'exprime dans le fait qu'au 18^e siècle le mot français "police", qui avait eu depuis des siècles seulement le sens de police administrative, commence aussi à signifier l'organisation ou l'appareil de police. Dans la langue anglaise ce bouleversement s'exprime dans le fait qu'on ne dit pas "police" mais "police force", quand on voulait désigner la *new police*.

IV. 1.1. *La présence : le trait de base opérationnel le plus important de la police moderne*

Ce qui surprend quand on étudie ces nouveaux corps, c'est l'organisation de leur présence dans la société. Le grand principe ici est le quadrillage disciplinaire : la dispersion délibérée des hommes sur tout le territoire, dans des brigades et des quartiers, dans des compagnies et des divisions, sous une direction centrale. Il rend possible une application quasi infinie du contrôle policier sur la société. En tout cas son application donne aux autorités le moyen d'obliger (au besoin à l'aide de la violence) la population sur tout le territoire à respecter lois et normes.

Cette vaste présence a donc pour conséquence la présence permanente du pouvoir politique central et local sur tout le territoire. Il est maintenant possible de proposer au sein de l'ensemble de la population les idées et les valeurs partant du centre politique et de les maintenir jusqu'aux extrémités de l'Etat; il est remarquable à cet égard qu'en Angleterre les policiers, quoique autorisés à user de la violence, doivent certainement réaliser cette liaison normative entre les élites politiques et le peuple avec le moins de violence possible. Cependant ceci s'accorde entièrement avec une intention très importante de la *new police*; remplacer l'action militaire violente et incidente par une action plus

paisible et plus durable. De cette manière, la police commence à jouer un rôle considérable dans la transformation du pouvoir politique en une autorité politique et dans la légitimation de ce pouvoir.

IV. 1.2. Deux traits de base opérationnels supplémentaires : la collecte de l'information et l'usage de la violence

La nouvelle organisation de la présence policière est étroitement liée à la récolte de l'information politique, c'est-à-dire de l'information sur la situation politique en général et spécialement sur l'opposition politique.

L'expression architecturale du quadrillage disciplinaire est selon Foucault le *panopticon*, dressé par Bentham. Et, encore selon Foucault, – et nous adhérons à ce point de vue – le principe de cette construction s'exprime le mieux pour ce qui est de la police, dans l'organisation policière parisienne du 18^e siècle¹¹. Pour cette police, Paris est un champ d'observation qu'elle tient continuellement et intégralement à l'œil. Elle rend visible tout ce qui se passe dans ce champ et le consigne dans ses registres. Et ce qui s'applique à la police parisienne peut être généralisé à notre avis à la maréchaussée et à l'organisation de la police londonienne. La distribution territoriale de la présence va là de pair avec la centralisation de l'information.

Cependant non seulement la collecte de l'information politique, mais aussi l'exercice de la violence policière, jouent un rôle très important dans la construction des appareils policiers modernes. La police parisienne avec ses commissaires et inspecteurs d'une part, et ses guets de l'autre, prend intégralement racine dans cette double base fonctionnelle. L'appareil de police londonien peut être considéré comme une intégration des deux éléments de la formule traditionnelle pour maîtriser les troubles : la mise en action policière de l'armée et l'usage des espions. Et l'importance de la violence dans la création de la police moderne peut notamment être déduite du fait que ces appareils furent bâtis à l'image du corps militaire ou reçurent encore un caractère militaire, comme les guets de Paris et la maréchaussée. Ce caractère militaire de l'appareil policier moderne est évidemment une condition de domination efficace des troubles et des désordres, et a certainement pour objectif d'éviter la mise en action directe et fréquente de l'armée pour le maintien de l'ordre.

Mais on peut encore se demander si le caractère (plus) militaire de la police moderne n'est pas aussi une réponse au problème de la loyauté d'institutions telles que l'armée, la milice et les gardes bourgeoises. Par l'organisation des corps de police sur un modèle militaire les autorités politiques peuvent facilement discipliner les policiers et par cette discipline les inciter à une loyauté politique. N'oublions pas que cette

loyauté est essentielle, puisque la police moderne devient l'institution de première ligne de défense contre la protestation et la violence collectives.

IV. 1.3. Le caractère (dé)centralisé de la police moderne

Il est remarquable que dans ces deux pays la police moderne soit en premier lieu organisée dans les capitales et plus tard seulement dans d'autres villes. Dans les deux cas, ceci est une affaire politique d'importance nationale et il n'est pas étonnant que, dans les deux pays, cette réforme fasse l'objet d'une réglementation nationale.

Si on étudie cette réglementation on constatera que la police moderne dans les villes françaises est plus ou moins un appareil centralisé, national et que dans les villes anglaises elle est plutôt une affaire locale. De fait l'opposition entre les deux systèmes n'est pas si grande. En France, la police moderne urbaine fonctionne ordinairement sur une base locale; en tout cas les autorités centrales n'exercent pas beaucoup d'influence. En Angleterre, les autorités centrales s'occupent déjà du maintien de l'ordre dans les villes, et au moyen de la *county and borough police* de 1856 le pouvoir central dispose d'une mainmise sur l'organisation et (indirectement) aussi sur l'action de la police.

En ce qui concerne la police dans la campagne, les forces comtales en Angleterre sont encore moins subordonnées au pouvoir politique local que la *new police* dans les villes qui leur ont servi de modèle. Aussi, en fait, elles ne diffèrent pas beaucoup de la maréchaussée française, qui fonctionne plus sur une base provinciale que centrale.

IV. 2. L'explication des origines de la police moderne

Lors de toute explication des origines et de l'évolution de la police moderne on doit d'une part tenir compte de la lutte de pouvoir dans la société et d'autre part de la lutte de pouvoir pour et dans l'appareil policier lui-même. En général, on peut dire que la première lutte décide si de grands changements seront effectués et quels seront leurs caractéristiques de base. La deuxième lutte décide des changements secondaires et de leurs détails. En raison du manque d'études historiques sur la police, il est actuellement difficile d'analyser ces luttes.

IV. 2.1. La lutte de pouvoir dans la société et la création de la police moderne

Dans les descriptions précédentes de la modernisation de la police il apparaît que des perturbations collectives de l'ordre public furent à la base de cette modernisation. Ces perturbations purent mener à la création de la police moderne parce qu'elles menaçaient plus que jamais la répartition générale du pouvoir politique dans les société anglaise et

française, et que les appareils policiers existants n'étaient plus capables de maîtriser cette menace. La Fronde était la menace la plus importante que la royauté eût connue depuis longtemps, la réorganisation de la maréchaussée fut précédée par des décennies de troubles graves sur tout le territoire, les désordres en Angleterre étaient pour la première fois assez généralisés, fortement organisés et clairement politiques.

En France ces troubles étaient le foyer d'une lutte entre la monarchie, la noblesse, la bourgeoisie et le peuple; en Angleterre le mouvement ouvrier, les *Whigs* et les *Tories* luttaient pour le pouvoir. Et ces luttes elles-mêmes étaient dans une mesure importante responsables de l'écroulement de l'appareil policier traditionnel. Au moyen de la police moderne, les élites politiques se pourvoyèrent d'une nouvelle ligne de défense.

IV. 2.2. La lutte pour et dans l'appareil policier et la création de la police moderne

Dans cette lutte on peut distinguer a) la lutte des élites politiques pour le pouvoir sur l'appareil policier, b) la lutte entre les institutions auxquelles la police est liée d'une manière hiérarchique et/ou fonctionnelle (les pouvoirs civils et judiciaires, l'armée), et c) la lutte entre les services de police eux-mêmes. Il est dommage que je ne puisse dire que quelques mots de la lutte entre institutions.

Pour bien comprendre cette lutte on doit réaliser que la police moderne prend en quelque sorte la place de services très divers. Elle n'est plus secondaire par rapport à d'autres institutions, mais devient une institution propre et spécialisée. Des possibilités importantes pour la collecte d'informations, une partie importante du monopole de violence gouvernementale, et l'exécution de toutes sortes de tâches policières sont rassemblées dans un seul appareil. Cette concentration du pouvoir policier augmente non seulement l'intérêt politique de l'appareil policier mais crée en même temps aussi un grand problème de contrôle sur cet appareil, qui, dans des conflits sociaux, a certainement une importance inégale.

Si on étudie la création et l'expansion de la police moderne, il saute immédiatement aux yeux que premièrement les autorités locales voulaient seulement faire abandon pas à pas de leur pouvoir sur la police. Elles s'opposaient aux plans de centralisation de la police, et, si de tels plans furent exécutés, elles essayaient de les manoeuvrer à leur avantage. Notamment, il est très remarquable que la création de *la new police* à Londres fut seulement possible en contournant la résistance de la *City of London*.

Deuxièmement, il apparaît qu'en fin de compte le pouvoir central a toujours le dessus sur les autorités locales. Il peut créer et développer

des services de police centraux sans tenir compte de ces autorités. En France se produisit la "nationalisation" de la police parisienne et le renforcement de la maréchaussée. L'histoire de la police anglaise évoque bien l'idée que les autorités centrales, n'étant pas assez puissantes pour créer une propre force de police hors de Londres, cherchèrent une issue dans la régionalisation de l'appareil policier par la création des forces de police comtales et dans l'application de la subvention et de l'inspection centrale de toute la police.

Cyrille Fijnaut

Afdeling Strafrecht, Stratvordering
en criminologie van de K.U. Leuven
Blijde Inkomstraat 5
B - 3000 Leuven

REFERENCES

1. FIJNAUT, C., *Opdat de macht een toevlucht zij ? Een historische studie van het politieapparaat als een politieke instelling*, 2 vol. Uitgeverij Kluwer, N.V. Deurne-Antwerpen, 1979, Je peux renvoyer le lecteur intéressé à ce livre pour un traitement plus détaillé du thème et pour les références complètes.
2. Voyez notamment REITH, Ch., *The blind eye of history; a study of the origins of the present police era*, London, 1952.
CRITCHLEY, T.A., *A history of police in England and Wales 900-1966*. London, 1967 (réédition 1978). Du même auteur l'article "The idea of policing in Britain; success or failure ?" in ALDERSON, J.C. and STEAD, Ph.S., (eds.), *The police we deserve*, London, 1973, pp. 25-37.
3. VERSTEEG, H.J., *Van schout tot hoofdcommissaris; de politie voorheen en thans*, Amsterdam, 1925; SCHMIDT, P., *Die ersten 50 Jahre der Königlichen Schutzmannschaft in Berlin*, Berlin, 1898; REY, A. et FERON, L., *Histoire du corps des gardiens de la paix*, Paris, 1896.
4. Les livres les plus importants dont j'ai fait usage dans ce chapitre, sont les suivants : pour l'histoire de la police à Paris : BUISSON, H., *La police son histoire*, Vichy, 1950.
CLEMENT, P., *La police sous Louis XIV*. Paris, 1866.
FREGIER, H., *Histoire de l'administration de la police de Paris depuis Philippe-Auguste jusqu'aux Etats-Généraux de 1789*, Paris, 1850, 2 t.
LE MAIRE, J.B.C., "Mémoire sur l'administration de la police en France", in GAZIER, A., (éd.), *Mémoires de la société d'histoire de Paris et de l'Ile de France*, vol. 5, 1879, pp. 1-131.
SAINT-GERMAIN, J., *La Reynie et la police au grand siècle d'après de nombreux documents inédits*, Paris, 1962.
Pour l'histoire de la maréchaussée le lecteur peut être renvoyé aux oeuvres suivantes : COHET DE SAVIGNY, P.C.M., *Dictionnaire de la gendarmerie à l'usage des officiers, sous-officiers et gendarmes*, Paris, 1838; de BEAUFORT, M., *Recueil concernant le tribunal des nosseigneurs les maréchaux de France*, Paris, 1784; LARRIEU, *Histoire de la gendarmerie, depuis les origines de la maréchaussée jusqu'à nos jours*, Paris, 1927-1933, 2 t. SAUREL, L., *Peines et*

- gloires des gendarmes, Paris, 1973; TENAILLE CHAMPTON, M., *Histoire de la gendarmerie depuis sa création jusqu'en 1790*, Paris, 1829.
5. LABROUSSE, E., LEON, P., GOUBERT, P. et al., *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, 1970, t. 2; MOUSNIER, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue*, Paris, 1974; TAPIE, T.I., V.L., *La France de Louis XIII et de Richelieu*, Paris, 1967.
 6. BERCE, Y.M., *Histoire des croquants : étude des soulèvements populaires au XVII^e siècle dans le sud-ouest de la France*, Genève, 1974, 2 t.; FOISIL, M., *La révolte des nu-pieds et les révoltes normandes de 1639*, Paris, 1970; PORCHNEV, B.Ph., *Les révoltes populaires en France avant la Fronde de 1623 à 1648*, Paris, 1963.
 7. PAGES, G., *La monarchie d'ancien régime en France*, Paris, 1932.
 8. SAUTEL, G., *Le bureau de police d'Aix-en-Provence*, Paris, 1946.
 9. Les livres les plus importants sur l'histoire de la *new police* en Angleterre, dont j'ai fait usage dans ce chapitre, sont les suivants : CRITCHLEY, T.A., *op. cit.*, (2). Du même auteur, *The consequent of violence*, London, 1970; MELVILLE LEE, W.L., *A history of police in England*, Montclair, 1971; MILLER, W.R., *Cops and bobbies*, Chicago, 1977; QUINAULT, R. and STEVENSON, J., (eds.), *Popular protest and public order; six studies in British history, 1790-1920*, London, 1974; RADZINOWICZ, L., *A history of english criminal law and its administration from 1750*, London, 1948-1956, 3 vol.; REITH, Ch., *op. cit.*, (2). Du même auteur, *The police idea; its history and evolution in England in the eighteenth century and after*, London, 1938, et *A short history of the british police*, London, 1948.
 - RUDE, G., *The crowd in history; a study of popular disturbances in France and England, 1730-1848*, New York, 1964.
 - STORCH, R.D., "The plague of the blue locusts : police reform and popular resistance in Northern England, 1840-1957", *International Review of Social History*, 1975, XX, 1, pp. 61-90.
 10. HART, J.M., *The British police*, London, 1951; KEETON, G.W., *Keeping the peace*, London, 1975. MELVILLE LEE, W.L., *op. cit.*, (9); TOBIAS, J.J., *Crime and industrial society in the 19th century*, Harmondsworth, 1972.
 11. FOUCAULT, M., *Surveiller et punir; naissance de la prison*, Paris, 1975.